

hebdomadaire

n° 3047 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

BAS SALAIRES: LA CHUTE LIBRE

Selon le ministère du Travail, 3,6 millions de salariés gagnent moins de 1 055 euros net par mois. Et 91 branches sur 175 affichent des minima conventionnels inférieurs au SMIC (lire en page 3).

AGIR événements

Les salariés d'E.ON se battent contre la fermeture de centrales à charbon, qui entraînerait 535 suppressions d'emplois.

Lire page 2

Le président de la République entend «refonder l'école» à l'occasion d'une prochaine loi de programmation.

Lire page 5

Le projet de budget 2013 pour la Sécurité sociale ne donne pas à l'hôpital les moyens de fonctionner convenablement.

Lire page 6

Le projet de fusion entre la Région Alsace et les départements qui la composent menace l'égalité des citoyens.

Lire page 9

RÉSISTER, C'EST AUSSI SAVOIR DIRE NON

Lire l'éditorial page 4

DOSSIER en pages centrales

Compte rendu du colloque confédéral du 25 septembre dernier, consacré aux risques qui pèsent sur l'économie sociale et solidaire.

RESPIRER culture

L'annonce de la fermeture du site de Florange a ravivé, en Lorraine, le douloureux souvenir des licenciements massifs des années 1980.

Lire page 15

MONTRER reportage

Rendez-vous sur le chantier de la future ligne à grande vitesse Tours-Bordeaux. Au milieu des grues et d'engins gigantesques, 5 000 salariés s'affairent. Parmi eux, des militants FO.

Lire pages 17 à 19



Photo F. Lambert



Éditorial de Jean-Claude Mailly

RÉSISTER, C'EST AUSSI SAVOIR DIRE NON

Le nouveau Directeur général du Bureau international du travail, Guy Ryder*, a appelé les gouvernements à mettre fin aux politiques d'austérité. Citant l'exemple de la Grèce, il a déclaré ne pas «croire qu'un pays dont le PIB se contracte de 6% à 7% puisse rembourser sa dette». Il a en outre déploré la rupture du dialogue social en Grèce et le démantèlement du marché du travail. Rappelant que l'endettement ne peut être réduit que par la croissance et la création d'emplois, le Directeur général du BIT a appelé les gouvernements à ne pas commettre les erreurs des années 1980 et 1990 avec les plans dits d'ajustements structurels. Il faut au contraire faire des investissements d'infrastructure, faciliter l'accès au crédit des PME et renforcer les systèmes de protection sociale.

En quatre ans, le nombre de chômeurs dans le monde a officiellement augmenté de 30 millions et, sur les 200 millions de chômeurs, 75 millions ont moins de 25 ans.

Par ailleurs, 900 millions de travailleurs ont un emploi qui ne leur permet pas d'être au-dessus du seuil de pauvreté (2 dollars par jour)

Face à une crise systémique à laquelle aucun pays, peu ou prou, n'échappe, il est important que le Bureau international du travail fasse entendre sa voix de cette façon.

Comme nous ne cessons de l'expliquer, une sortie de crise nécessite une triple rupture: internationale, européenne et nationale.

De fait, pratiquer les politiques d'austérité est une démarche dangereuse et suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.

Dans ce contexte, le rôle syndical est essentiel. C'est ce que nous faisons avec la

CSI. C'est aussi ce qu'explique la CES quand elle s'oppose au traité et qu'elle réclame un «contrat social», afin que les droits sociaux priment sur les «libertés économiques».

Mais le rôle syndical c'est d'abord et avant tout celui que mène le syndicat sur le terrain, dans l'entreprise, dans l'administration et au niveau de chacun des pays. C'est aussi pourquoi nous devons rester fermes sur nos positions et revendications et ne pas baisser la tête. Cela vaut pour l'emploi, les salaires, la stratégie industrielle, la protection sociale collective ou les services publics.

Celles et ceux qui renoncent sont celles et ceux qui ne savent pas résister.

Résister, comme penser, c'est aussi savoir dire non.

* Qui fut Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2
E.ON France:
Haute tension dans
les centrales à charbon.

Négociation
interprofessionnelle:
FO veut renchérir le coût des
contrats précaires pour l'employeur.

Page 3
Pauvreté:
3,6 millions de salariés gagnent
moins de 1 055 euros net par mois.
Salaires:
Les minima conventionnels décro-
chent du SMIC.

Page 4
Résister, c'est aussi savoir dire non,
par Jean-Claude Mailly.

Page 5
Éducation nationale:
François Hollande présente les grands
axes de sa refondation de l'école.
Trois questions à... Hubert Raguin,
Secrétaire général de la Fédération
FO de l'Enseignement (FNEC FP).

Page 6
Budget Sécu:
L'hôpital en peine de financement.
Budget Sécu:
Hôpital: FO demande la fin de la
tarification à l'activité.

Page 7
Spécial budget:
Budget 2013:
Le patronat monte sur ses ergots.
Spécial budget:
Les grandes entreprises payent peu
d'impôts.

Page 8
Dette: Un sommet européen sous
haute tension.

Pouvoir d'achat:
L'inflation en hausse de 1,9% sur les
douze derniers mois.

Page 9
Collectivités:
L'Alsace bientôt autonome?
Congrès UD 48:
Lozère:
lutter contre la désertification.

Page 12
TPE - FO au contact direct des sala-
riés.
Trois questions à... Gabriel Gaudy,
Secrétaire général de l'Union départe-
mentale de Paris:
«Élections TPE à Paris: un état-
major de campagne».

SAVOIR

Page 13
Les droits:
Sous quelle condition un sala-
rié titulaire d'un mandat exté-
rieur à l'entreprise peut-il béné-
ficier du statut protecteur?
Consommation:
Numéros utiles... à qui?

Page 14
Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15
En passant par la Lorraine...
La mort programmée de la sidé-
rurgie Lorraine.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Le choc de compétitivité, le poids de la
CSG.

Page 16
Une sélection de livres.
Hopper: le peintre de la Grande
Dépression au Grand Palais.

MONTRER

Pages 17 à 19
Ligne à grande vitesse Tours-
Bordeaux:
Un chantier titanesque,
un travail de fourmi.

/ DOSSIER

Pages 10 et 11
Colloque FO:
L'économie sociale au péril du
désengagement de la puissance
publique et de la tentation du mo-
dèle capitaliste.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Jamel Azzouz (8289)
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par
01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

LES DROITS

Obligation

Judiciaire

Formalisme

Contrat

Nul n'est censé ignorer la loi, mais un employeur non informé en bonne et due forme du mandat protecteur d'un salarié le détenant au nom d'un mandat extérieur à l'entreprise pourra ne pas en tenir compte et licencier ce der-

nier sans respecter la procédure protectrice. Ainsi en a décidé le Conseil constitutionnel, obligeant la Cour de cassation, en raison de la hiérarchie des normes, à suivre et à opérer, en l'espèce, un revirement de jurisprudence.

SOUS QUELLE CONDITION UN SALARIÉ TITULAIRE D'UN MANDAT EXTÉRIEUR À L'ENTREPRISE PEUT-IL BÉNÉFICIER DU STATUT PROTECTEUR?

▲ Dans une décision QPC du 14 mai 2012, le Conseil constitutionnel était venu préciser que le salarié qui bénéficie d'une protection contre le licenciement au titre d'un mandat extérieur à l'entreprise (en l'espèce un **mandat** d'administrateur de caisse de Sécurité sociale) ne peut se prévaloir de cette protection que s'il a informé son employeur de ce mandat, au plus tard lors de l'entretien préalable au licenciement (n°2012-242 QPC).

Tirant les conséquences de cette décision, la Cour de cassation, opérant un revirement de jurisprudence, considère désormais que le salarié titulaire d'un mandat extérieur à l'entreprise ne peut bénéficier de la protection contre le licenciement que si, au plus tard lors de l'entretien préalable au licenciement, ou, s'il s'agit d'une rupture ne nécessitant pas un **entretien préalable**, au plus tard avant la notification de l'acte de rupture, il a informé son employeur de l'existence de ce mandat ou s'il rapporte

la preuve que l'employeur en avait connaissance (Cass. soc., 14 septembre 2012, n°11-21307, PBR: à propos d'un conseiller prud'homal; voir également n°11-28.269 à propos d'un conseiller du salarié).

Cet arrêt figurera au rapport de la Cour de cassation, ce qui témoigne de son importance. Dorénavant, un salarié titulaire d'un mandat extérieur à l'entreprise (conseiller prud'homme, conseiller du salarié, salarié exerçant des fonctions d'administrateur d'une caisse de Sécurité sociale, membre du conseil d'administration d'une mutuelle... voir art. L.2411-1 du Code du travail notamment) ne peut se contenter, lors d'une procédure de rupture de son contrat de travail, de rester silencieux sur la détention d'un mandat protecteur. Il doit informer son employeur de la détention d'un mandat extérieur lors de l'entretien préalable au licenciement ou, si la rupture ne nécessite pas la tenue d'un tel entretien, avant la notification de l'acte de rupture. En tout état de cause, il

peut bénéficier de la protection s'il rapporte la preuve, par tout moyen, que son employeur avait connaissance de ce mandat extérieur. Jusqu'à la décision du 14 septembre 2012, le fait que le salarié n'informe pas son employeur de la détention d'un mandat extérieur n'avait d'incidence que sur le montant de l'indemnité due au titre de la violation du statut protecteur, seule la fraude pouvait priver le salarié de la protection attachée à son mandat (Cass. soc., 29 septembre 2009, n°08-43997 ; Cass. soc., 8 février 2012, n°10-21198).

Auparavant et s'agissant spécifiquement de la fonction de conseiller prud'homal, la Cour de cassation considérait que l'employeur ne pouvait ignorer cette qualité dès lors que la liste des conseillers prud'hommes était publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et consultable dans ce même lieu (Cass. soc., 20 juin 2000, n°98-43320). Elle jugeait de même s'agissant de la fonction de conseiller du salarié, le

salarié n'ayant pas à rapporter la preuve de la connaissance par son employeur de sa désignation dès lors que la liste des conseillers arrêtée par le préfet était publiée au recueil des actes administratifs du département (Cass. soc., 14 janvier 2003, n°00-45883). Avec la décision du 14 septembre 2012, ces jurisprudences ne sont plus d'actualité. Il pèse dorénavant une obligation d'information sur le salarié titulaire d'un mandat extérieur pour pouvoir bénéficier de la protection contre le licenciement.

MANDAT

Pouvoir conféré à une personne qui lui permet d'agir au nom d'une autre ou d'autres.

QUESTION PRIORITAIRE DE CONSTITUTIONNALITÉ (QPC)

Permet à tout citoyen, lors d'un procès, de faire vérifier tout d'abord par le Conseil constitutionnel la conformité à la Constitution d'une disposition législative.

ENTRETIEN PRÉALABLE

Avant toute décision, étape obligatoire dans une procédure de licenciement ou disciplinaire pendant laquelle l'employeur doit exposer au salarié les motifs du licenciement et le salarié ses arguments. Son non-respect offre la possibilité de contester le licenciement et d'obtenir des indemnités.

CONSOMMATION

NUMÉROS UTILES... À QUI?

▲ Leur aspect fleure le bon aloi, le plus souvent en bleu, blanc et rouge, pourtant il n'y a rien d'officiel dans ces prospectus publicitaires, si ce n'est des numéros d'administrations ou de centres de secours divers, mais à l'utile peut se joindre du très désagréable. Et c'est là bien souvent le fait de peu scrupuleuses sociétés de dépannage en serrurerie, plomberie et autres, aux employés peu qualifiés, sinon en arnaque, qui profitent des situations d'urgence pour surfacturer leurs prestations. Et qui parfois n'hésitent pas même face à des personnes âgées ou handicapées. Ce qui peut valoir cinq ans d'emprisonnement, selon l'article L 122-8 du Code de la consommation, pour quiconque, par

«ruses ou artifices», aura «abusé de la faiblesse ou de l'ignorance d'une personne pour lui faire souscrire, par le moyen de visites à domicile, des engagements au comptant ou à crédit sous quelque forme que ce soit». Pourtant, rien que pour l'année 2011, la Direction départementale interministérielle de la protection des populations de Paris (DDIPP), relevant de la préfecture de police, a reçu quelque 2000 plaintes relatives à une même façon d'opérer: publicité agressive, noms de société «rassurants» et prix très élevés. Rappelons que dès qu'une prestation dépasse les 25 euros TTC, le client doit se voir remettre un document sur lequel apparaissent plusieurs mentions, dont «le décomp-

te détaillé, en quantité et en prix, de chaque prestation et produit fourni ou vendu (par exemple: taux horaire et nombre d'heures travaillées)». D'autre part, le client a le droit de conserver les pièces ou les appareils remplacés, sinon le prestataire doit lui faire signer une décharge. Quant aux «flyers» de «numéros utiles», ils doivent, comme «toute publicité écrite permettant une commande à distance», indiquer entre autres les frais de déplacement ainsi que le caractère payant ou non du devis.

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} juillet 2012:
9,40 euros l'heure,
soit **1 425,67 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique
depuis le 1^{er} janvier 2012:
1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012:
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Allocation de solidarité aux
personnes âgées (ASPA)
(anciennement «Minimum vieillesse»).

Au 1^{er} avril 2012:

9 325,98 euros par an
pour une personne seule
(777,16 euros par mois)
14 479,10 euros par an
pour un couple.

Minimum contributif majoré:
8 142,01 euros par an
pour une personne seule
(soit **678,50 euros** par mois).

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO

Valeurs des points et salaires de
référence au 1^{er} avril 2012

AGIRC à **0,4330 euros**
ARRCO à **1,2414 euros**

Médecine conventionnée (tarifs secteur 1)

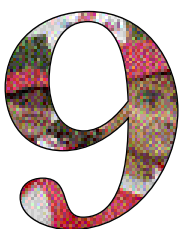
Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros.

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE



Au top ten des dix voitures les plus vendues en France durant le premier semestre 2012, neuf sont françaises: trois Renault, quatre Peugeot et deux Citroën, soit six pour le seul groupe PSA Peugeot Citroën. La Volkswagen Polo est la seule étrangère présente dans ce classement, comme en 2010 et en 2011. Mais, vu qu'en France «environ 50% des voitures neuves sont achetées par des professionnels (loueurs, sociétés...)», un magazine automobile a tempéré ce classement en se fondant sur les immatriculations des seuls particuliers. Ce qui donne un classement un peu différent: la Renault Mégane rétrograde de la première à la dixième place et si les marques françaises sont tout aussi présentes, occupant toujours les trois premières marches du podium, la Volkswagen Polo passe du huitième au quatrième rang tandis que, signe des temps, apparaissent dans le tableau deux modèles de Dacia, la marque roumaine à bas prix du groupe Renault.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%
Assurance-vieillesse: 6,65%
Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)
Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%
● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%
● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.
2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.
4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 127,05 €
3 enfants: 289,82 €
Par enfant en plus: 162,78 €

Majoration pour âge
des allocations:
35,74 € de 11 à 16 ans
et 63,53 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 63,53 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
28,21 euros par jour au
minimum, mais ne peut
dépasser 75% du salaire
journalier de référence
(salaire des douze mois
qui ont précédé la rupture
du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

SEPTEMBRE 2012 DU 31/09/2011 AU 30/08/2012 DU 01/01/2012 AU 30/09/2012
-0,3% +1,9% +1%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

3^e trimestre 2012, l'indice de référence des loyers atteint 123,55 – évolution sur un an: + 2,15%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation. Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

- ⚡ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;
- ⚡ 57,4% de cet ancien salaire;
- ⚡ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.